COMMISSION DE
L'OCÉAN INDIEN

Revue de presse
du 25 Aout au 01 Septembre 2017

Les articles contenus dans ce document n'engagent que les auteurs et les sources dont ils émanent. Ils ne reflètent en aucun cas une position officielle de la COI

Sommaire

I. COI et ses projets

1.1 Biodiversité 3
- Observation des mammifères marins: formation de guides Saint-mariens

1.2 Coopération 4
- La COI et l'ONU partenaires pour la sécurité
- Le Secrétaire Général de la COI reçoit le directeur Afrique de la diplomatie allemand

1.3 Culture 8
- Marché de musique mauricien: Enfin le bon tempo

1.4 Économie Maritime 10
- Économie bleue et vision minière : Vers l'élaboration d'un cadre national stratégique
- Économie bleue, industrialisation et vision minière : les piliers d'une croissance forte et inclusive à Madagascar

1.5 Énergies Renouvelables 13
- Efficacité Énergétique : Maurice exemple au niveau régional

1.6 Santé 14
- Antananarivo. Hamada Madi, Sg de la COI, a visité la maternité Sainte Fleur

II. Centres d'intérêts

1.1 Agriculture 15
- Foire internationale de l'agriculture

1.2 Changement Climatique 16
- Chroniques d'une catastrophe planétaire annoncée

1.3 Économie Maritime 18
- TRANSFORMATION : Nouveau souffle pour l'Ocean Economy
- Développement : consultations Afrique/Maurice sur l'économie bleue
- Économie – Un défi de taille pour Madagascar
- Économie bleue et vision minière : Plusieurs défis identifiés

1.4 Énergies Renouvelables 26
- Développement : Les énergies renouvelables à exploiter

1.5 Environnement 27
- Protection de l'environnement : Rs 1,8 milliard pour booster la biodiversité

1.6 Pêche 29
- SEAFOOD INDUSTRY : L'industrie du thon dans la zone rouge
- Sécurité en mer : Les pêcheurs comoriens équipés par la Banque mondiale

1.7 Tourisme 33
- INDUSTRIE TOURISTIQUE : Les revenus pour le premier semestre estimés à Rs 29,3 Mds

Observation des mammifères marins : formation de guides Saint-mariens

Par Les Nouvelles

Cinq guides de Sainte-Marie ont suivi une formation de quatre jours, du 1er au 4 août dernier, à l'observation responsable et durable des mammifères marins et à la science participative (collecte de données scientifiques en mer). Cette formation a permis d'élargir leur champ de compétences alliant leurs connaissances de la terre (guides terrestres de formation) à de nouvelles connaissances sur les mammifères marins, selon l'association Cétamada.

Cette initiative, financée par l'Union européenne (UE) et la Commission de l'océan Indien (COI), entre dans le cadre du projet de « *Valorisation de la migration des baleines à bosse le long des côtes malgaches pendant l'hiver austral* ». Dans cette perspective, Cétamada met en place des actions autour

de Madagascar, en lien avec l'écotourisme baleinier durable et responsable, l'éducation environnementale auprès des établissements scolaires, le développement communautaire (artisanat, agriculture…) ainsi que le développement de la science participative autour des mammifères marins. Les quatre sites d'action sont Sainte-Marie, Toliara, Mahajanga et Taolagnaro.

Les activités ont débuté ce mois-ci à Sainte-Marie à travers une journée de sensibilisation pour les pêcheurs locaux et la formation de guides locaux, sous la houlette de Léa Ramoelintsalama, coordinatrice de projet Cétamada. Les bénéficiaires pourront guider les touristes en mer lors de safaris baleine, dès la deuxième phase de formation en 2018.

Arh.

La COI et l'ONU partenaires pour la sécurité







Au début du mois d'août, un atelier de réflexion pour la paix et la sécurité dans l'Indianocéanie a été organisé à Maurice par le Département des Affaires politiques des Nations unies et la Commission de l'Océan Indien (COI).

Cet atelier constituait la première pierre d'un partenariat naissant entre l'Organisation des Nations Unies et la COI. Son objectif vise « au renforcement par les Nations unies de la capacité de la COI à agir pour la promotion et la consolidation de la paix, de la sécurité et du développement durable », peut-on lire sur le site de la COI. Rappelons par ailleurs que la Commission de l'océan Indien vise à devenir une Communauté d'États afin de développer les instruments de sa gouvernance politique.

Réchauffement climatique, catastrophes naturelles, mauvaise gestion des zones côtières, pêche illégale, trafics illicites (drogue), instabilité intérieure de certains états riverains, ou encore routes maritimes marchandes convoitées (piraterie), les menaces sécuritaires qui pèsent sur l'océan Indien sont multiples. Cette coopération ONU/COI, qui complètera les dispositifs en place avec les autres organismes partenaires de la région, devrait donc se décliner autour de grandes lignes axées sur la prévention, notamment dans

les domaines de la lutte contre le trafic de drogue, le crime transfrontalier, la sécurité maritime, la piraterie et le terrorisme.

« En Indianocéanie, du fait de notre géographie insulaire, de la progression des idéologies pseudo-religieuses et de notre proximité de la Corne de l'Afrique où sévissent les milices Al Shabaab, le niveau des menaces n'a sans doute jamais été aussi élevé », a souligné le secrétaire général de la COI, Hamada Madi, rappelant qu'il avait placé la sécurité au cœur de son discours à l'occasion de sa prise de fonction en juillet 2016. « C'est pourquoi nous avons commencé à réfléchir activement, avec l'ensemble de nos États membres, à la mise en commun de moyens de prévention et d'échange d'informations ».

En février 2017 aux Comores, un atelier de réflexion avait d'ailleurs été consacré à ces questions sécuritaires. Enfin, la COI « prendra en 2018 la présidence du groupe de contact sur la piraterie au large des côtes somaliennes », a annoncé Hamada Madi. *//VK (photos © Commission de l'océan Indien)*

Comores-infos
Toute l'actualité comorienne

30 août 2017

http://www.comores-infos.net/le-secretaire-general-de-la-coi-recoit-le-directeur-afrique-de-la-diplomatie-allemande/

Le Secrétaire général de la COI reçoit le directeur Afrique de la diplomatie allemande

La Rédaction Actualités, Océan indien 0



Ebène, le 29 août 2017 – Georg Schmidt, directeur Afrique du ministère des Affaires étrangères d'Allemagne et Harald Gherig, ambassadeur allemand à Madagascar et Maurice ont rendu une visite de courtoisie au Secrétaire général de la COI, Hamada Madi, le 28 août 2017 au siège de l'organisation à Ebène.

Comme l'ont indiqué les représentants de la diplomatie allemande, cette visite témoigne du regain d'intérêt de Berlin pour « l'océan Indien dont l'environnement commercial et sécuritaire, y compris sur le plan écologique, est lié à l'Europe et à l'Allemagne ».

Durant cette rencontre, le Secrétaire général de la COI et les diplomates allemands ont passé en revue la situation économique, sécuritaire et politique de la région, y compris les prochaines élections présidentielles à Madagascar en2018. Le Secrétaire général a rappelé le rôle joué par la COI dans le processus de sortie de crise de la Grande île entre 2011 et 2013. Le directeur Afrique du ministère allemand des Affaires étrangères a souhaité que la COI, instrument régional de stabilité, puisse accompagner Madagascar dans la préparation de cette élection.

Grande île entre 2011 et 2013. Le directeur Afrique du ministère allemand des Affaires étrangères a souhaité que la COI, instrument régional de stabilité, puisse accompagner Madagascar dans la préparation de cette élection.

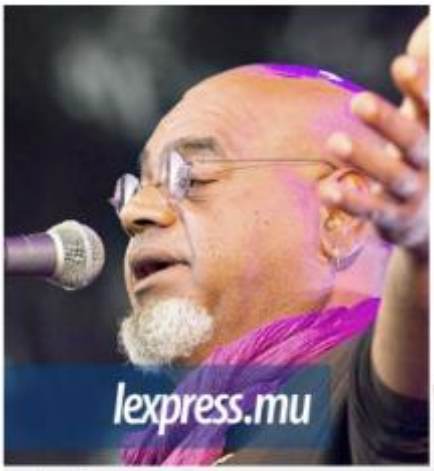
Cet entretien a également été l'occasion de souligner l'apport du Fonds européen de développement, auquel contribue activement l'Allemagne, aux actions de coopération régionale pilotées par la COI. Le Secrétaire général a appelé à une coopération directe entre l'Allemagne et la COI, notamment à travers la GIZ, son agence de coopération. Cet appel a été entendu avec intérêt par les représentants de Berlin. La coopération bilatérale pourrait notamment porter sur la lutte contre les effets du changement climatique, la sécurité maritime ou encore la formation.

A cet égard, M. Schmidt a fait savoir que l'Allemagne serait disposée à proposer des formations aux techniciens du développement de la région. La COI est prête à mettre sur place un groupe de travail permettant de définir les meilleures complémentarités entre ses attentes et les champs d'action prioritaires de la politique de coopération allemande dans la région.

COI

Marché de musique mauricien: Enfin le bon tempo

Par La Rédaction
29 AOÛT 2017
01:45
0





À g. Tiloun de La Réunion sera parmi les invités. À dr. Stephan Jauffret-Rezannah, l'un des organisateurs du marché de musique mauricien.

Le premier marché de musique mauricien (MOMIX) se tiendra finalement les 4 et 5 octobre. Stephan Jauffret-Rezannah, organisateur, raconte les coulisses de cette aventure. Pendant longtemps, la tenue du premier marché de musique mauricien a connu des fausses notes. Annulé en 2015, faute de soutien, le Mauritius Music Expo (MOMIX) se tiendra les 4 et 5 octobre à l'hôtel Riu Creole au Morne.

«Nous nous sommes battus pendant trois ans pour cela. C'est grâce à des financements de l'étranger qu'il pourra enfin avoir lieu», affirme Stephan Jauffret-Rezannah de Jorez Box. Ce premier marché de musique mauricien est organisé par Jorez Box en collaboration avec Culture Events & Productions. «Le projet coûte Rs 4 millions. De cette somme, 75 % proviennent de l'étranger, notamment de l'Union européenne, de la Commission de l'océan Indien (COI) et de l'Indian Ocean Music Market (IOMMA) de La Réunion», souligne Stephan JauffretRezannah. Il précise que si la Société des auteurs, compositeurs et éditeurs de musique (SACEM) soutient MOMIX, ce n'est pas le cas de la Rights Management Society (exMASA).

Quid du ministère des Arts et de la culture ? «Tous les ans, pendant ces trois dernières années, nous avons envoyé notre dossier au ministère. Nous n'avons jamais eu de rendez-vous pour parler du projet. Après avoir obtenu la collaboration de l'Union européenne et de la COI nous avons à nouveau déposé un dossier, la semaine dernière. Nous sommes en attente.» Par

contre, signale l'organisateur, MOMIX bénéficie de l'aide de la Mauritius Tourism Promotion Authority (MTPA) pour la venue de trois journalistes de La Réunion, de France et d'Inde.
Il souligne que là où se tiennent des marchés de musique, l'État, par le biais du ministère des Arts et de la culture est partie prenante du projet. «À l'heure où nous parlons d'industrie musicale, il est important que le gouvernement s'associe au projet.»

L'organisateur explique que si MOMIX a mis trois ans pour décoller, c'est aussi parce qu'il s'est souvent heurté à l'ignorance. «Les gens parlent de professionnalisation des artistes ou encore d'industrie musicale mais force est de constater qu'ils ne savent pas ce qu'est un marché des musiques, ni son importance.»

MOMIX réunira une cinquantaine de professionnels de la musique. Parmi les autres marchés partenaires : Moshito d'Afrique du Sud, l'IndiEarth Xchange de Chennai et le Libertalia Music Festival de Madagascar. Sept groupes, soit quatre de Maurice et trois de l'étranger, sont aussi programmés. Le marché de musique est une plateforme où artistes, éditeurs, producteurs, organisateurs de festival, propriétaires de salle et tourneurs discutent des possibilités d'affaires et partagent leur expérience. Ce marché de musique veut ouvrir des perspectives d'exportation aux artistes locaux. «Dans la conjoncture économique et culturelle difficile, une structure professionnelle ouverte sur la région et le monde est essentielle.»

Des conférences, quatre formations gratuites et des concerts sont au programme de MOMIX. «Jean Roussel, un Mauricien qui a travaillé avec Céline Dion et The Police, animera une formation autour de la composition musicale et l'arrangement», souligne Stephan Jauffret-Rezannah. Les trois autres formations seront dispensées par des spécialistes européens. Elles auront pour thème le management d'artistes, le coaching scénique et la communication sur les événements. MOMIX sera-t-il pérenne ? «Nous attendrons la fin de la première édition pour faire le bilan.»

One Live Festival, le retour
C'est une nouvelle édition du «One Live Music Festival» qui clôturera le premier marché de musique (MOMIX). Le festival se tiendra les 6 et 7 octobre à L'Embrassure, au Morne. Cette manifestation verra la participation de plusieurs artistes dont Kristel de Madagascar, Tiloun et Broxa Alex de La Réunion, Eliasse des Comores, Isham des Seychelles, Kari Bombo du Venezuela et Fanfan Revuelta de Suisse. Du côté des artistes locaux, Blakkayo, Jerry & The Resistance, Linzy Bacbotte, Les Inkonus et Eric Triton sont annoncés.

Economie bleue et vision minière : Vers l'élaboration d'un cadre national stratégique

Redaction Midi Madagasikara



Le ministre auprès de la Présidence en charge des Mines et du Pétrole, Zafilahy Ying Vah, a évoqué que les mines et l'économie bleue constituent des piliers de développement du pays.

Madagascar fait partie des pays membres de l'Union Africaine ayant adopté la Vision Minière Africaine en 2009. Cela constitue le principal cadre à l'échelle continentale visant à assurer le développement et la transformation structurelle des Etats africains fondés sur l'exploitation de leurs ressources minérales, et ce, d'une manière transparente et optimale pour soutenir un développement socio-économique durable. Et comme les mines, l'économie bleue constitue également un pilier d'une croissance forte et inclusive dans le pays. Raison pour laquelle, un processus d'élaboration d'un cadre national stratégique sur l'économie bleue et d'une vision minière nationale est lancé dans le cadre d'un atelier qui se tient depuis hier jusqu'au 31 août 2017 à l'hôtel Panorama. Cet atelier est organisé conjointement par le ministère auprès de la Présidence en charge des Mines et du Pétrole et la Commission Economique des Nations Unies pour l'Afrique (CEA).

Attrait des investissements. En fait, l'économie bleue est un des piliers de l'intégration régionale au sein de la Commission de l'Océan Indien pour Madagascar. En outre, « *elle embrasse un éventail d'activités directes et indirectes qui vont de la pêche à l'exploitation minière sous-marine en passant par l'aquaculture, le tourisme, les transports, la construction navale, l'énergie et la bio-prospection. L'élaboration de la politique nationale en la matière contribue ainsi à l'attrait des investissements privés nationaux et internationaux afin de créer des emplois et de la valeur ajoutée* », a évoqué le ministre auprès de la Présidence en charge des Mines et du Pétrole, Zafilahy Ying Vah, lors de l'ouverture de cet atelier hier. Et parlant du secteur minier, « *l'élaboration de cette vision minière pour Madagascar permet d'accroitre la part de ce secteur dans l'économie du pays tout en permettant à la population malagasy de tirer profit des retombées économiques liées à l'exploitation des richesses minérales* », a-t-il poursuivi.
Navalona R.

Économie bleue, industrialisation et vision minière : les piliers d'une croissance forte et inclusive à Madagascar

Par Florent Breuil
Modéré par Florent Breuil
Thématique(s) : Modes de production
Rubrique : Contributions



L'économie bleue et l'industrialisation sont des vecteurs potentiels d'une croissance durable et inclusive à Madagascar, alors que le pays connaît depuis 2015 une accélération de son rythme de croissance, passant de 3,1 % en 2015 à 4,3 % en 2017. Cette nouvelle dynamique doit permettre de relever les défis auxquels est confrontée Madagascar en termes de préservation des ressources naturelles et de lutte contre la pauvreté qui touche encore 71,5 % de la population.

Le Ministre auprès de la Présidence en charge des Mines et du Pétrole, M. Zalahafy Yingh Vah, a réaffirmé l'importance de ces secteurs clés à l'occasion d'un atelier de travail organisé conjointement par la Commission Économique des Nations Unies pour l'Afrique (CEA) et le gouvernement malgache. L'objectif de l'atelier qui s'est tenu du 29 au 31 août 2017 à Antananarivo était triple : présenter le profil pays de Madagascar réalisé par la CEA, amorcer le processus d'élaboration d'un cadre national stratégique sur l'économie bleue et lancer une vision minière nationale.

Madagascar bénéficie d'un potentiel immense en termes de capital naturel : les bénéfices tirés des ressources naturelles représentent 12,8 % du PIB malgache en 2015 (contre 1,7 % pour le reste du monde). Le secteur minier a connu au cours de la dernière décennie une croissance exceptionnelle, atteignant 3,5 % du PIB en 2016 contre moins de 0,5 % en 2007. Les produits miniers (nickel et chrome particulièrement) représentent désormais plus d'un tiers des exportations. À ce titre, Madagascar souhaite s'engager dans la mise en place d'une vision africaine minière nationale, en partenariat avec le Centre Africain de Développement Minier, dans le but d'accroitre la part du secteur minier dans l'économie, et ainsi profiter au mieux de ses retombées.

L'économie bleue repose essentiellement sur l'optimisation de plusieurs secteurs porteurs tels le secteur minier, les infrastructures portuaires, le transport maritime, les pêches, le tourisme, les énergies renouvelables à travers une coordination intersectorielle renforcée et une gestion durable des ressources impliquées. Pour Madagascar, l'économie bleue, qui est un

des piliers de l'intégration régionale au sein de la Commission de l'Océan Indien, détient un très fort potentiel pour une croissance socioéconomique soutenue à moyen et long terme.

Le profil pays montre que Madagascar est engagée dans une dynamique de croissance plus forte et plus inclusive, au travers du Plan National de Développement (2015-2019). La reprise économique reste toutefois fragile, en raison des risques environnementaux, de la persistance de la pauvreté, et des faiblesses structurelles de l'économie. Les zones franches industrielles pourraient jouer un rôle plus important dans la croissance, en renforçant leur intégration à l'économie malgache. Ces messages clés ont été diffusés lors du lancement du profil pays qui a été suivi par la présentation de la nouvelle loi de politique industrielle du gouvernement malgache.

COI et ses Projets

Energies Renouvelables

29 août 2017

https://www.lexpress.mu/

EFFICACITÉ ÉNERGÉTIQUE

Maurice exemple au niveau régional

LE Programme national d'efficacité énergétique (PNEE) mauricien est désormais lancé au niveau régional sous le nom Programme régional d'efficacité énergétique (PREE). Soutenu par la Commission de l'océan Indien (COI), l'exemple de Maurice sera utilisé par les compagnies et secteurs d'activité des îles de l'océan Indien. Ces secteurs vont désormais pouvoir faire des économies d'énergie. Le programme PREE a été lancé par la COI le 22 août à Madagascar à travers le programme COI-Énergies.

«Le PNEE a été couronné de succès là où il a été implanté. À Maurice, nous avons eu de très bons élèves par rapport à l'efficacité énergétique. La COI s'est intéressée et nous avons travaillé ensemble pour un programme au niveau régional», raconte Mikaël Apaya, le coordinateur technique du PNEE à Business Mauritius. *«Le but est d'appliquer la méthode de travail du PNEE au niveau régional pour que tous trouvent le moyen de réduire leur gaspillage et d'être plus efficients.»*



Les dirigeants et représentants de la COI et de Business Mauritius à Madagascar la semaine dernière.

Le PNEE est un programme cogéré par Business Mauritius et le ministère de l'Énergie et qui fonctionne avec un financement de l'Union européenne (UE) à travers l'Agence Française de Développement (AFD). Lancé depuis 2015, le PNEE vise des compagnies dans quatre secteurs d'activités différentes à Maurice soit : le textile, l'hôtellerie, l'agro-alimentaire et le commercial, pour leur permettre de faire des économies d'énergie sans pour autant mettre en danger leur rendement. Sur les deux années de fonctionnement, ce sont environ 90 entreprises, qui font partie du plan d'action du PNEE.

«Nous ne savons pas encore comment le PREE va fonctionner dans les îles de l'océan Indien, mais ce ne sera sûrement pas du copier-coller de ce qui a été réalisé à Maurice dans les secteurs d'industrie», explique Mikael Apaya. *«La première chose à faire dans les mois à venir est de mettre en place une cartographie énergétique nationale et ensuite un audit énergétique par secteur en compagnies pour savoir où et comment travailler pour faire fonctionner l'efficacité énergétique.»*

Le PREE, sous le projet COI-Énergies, est encore au niveau de la formation de l'audit énergétique. À l'exception de Maurice, le seul pays ayant déjà complété sa cartographie énergétique est la république des Seychelles. Les autres devraient, d'ici les six prochains mois, avoir réalisé leur audit énergétique. D'ici 2019, les entreprises dans les îles de l'océan Indien devraient mettre en route les plan d'actions d'efficacité énergétique.

«Le PREE est l'un des programmes qui tombent sous la COI-Énergies, qui se met en place et les îles vont bénéficier de l'efficacité énergétique. Par exemple, à Madagascar, l'un des secteurs qui pourraient grandement bénéficier du PREE est le secteur minier», avance Denis Levy, le directeur du programme COI-Énergies. *«Le PREE a le soutien d'un financement de l'UE à travers la COI et c'est un travail qui va continuer de façon indépendante après l'échéance de COI-Énergies.»*

Ce programme avait été lancé pour des besoins spécifiques du marché, les entreprises n'étant pas sensibilisées par rapport à l'efficacité énergétique. Elles accordent beaucoup d'importance aux énergies renouvelables. Mais cela devrait aller plus loin. L'énergie renouvelable correspond à la production d'énergie pour la consommation immédiate.

L'efficacité énergique cherche à réduire la consommation pour mettre fin au gaspillage. Cependant, ce genre de projet n'a pas forcément la capacité à convaincre tout le monde. Pour certains, cela ne se rapporte qu'à du *«green washing»*, ce genre de programme ne masquant que les problèmes au lieu d'y répondre véritablement.

COI et ses Projets

Santé

25 août 2017

http://madagate.org/communique/declaration/6455-antananarivo-hamada-madi-sg-de-la-coi-a-visite-la-maternite-sainte-fleur.html

Antananarivo. Hamada Madi, Sg de la COI, a visité la maternité Sainte Fleur

VENDREDI, 25 AOÛT 2017 17:14 | DÉCLARATIONS

24 août 2017. Hamada Madi, Secrétaire général de la COI, a visité la maternité Sainte Fleur du Centre hospitalier universitaire d'Antananarivo, gérée par l'Ordre de Malte depuis 1999.



COMMISSION DE L'OCEAN INDIEN

Ordre de Malte

communiqué

Coopération COI - Ordre de Malte : le Secrétaire général en visite à la maternité Sainte Fleur du CHU d'Antananarivo

Antananarivo, le 24 août 2017 - Hamada Madi, Secrétaire général de la COI, a visité le 24 août la maternité Sainte Fleur du Centre hospitalier universitaire d'Antananarivo, gérée par l'Ordre de Malte depuis 1999.

Accueilli par Véronique de la Rochefoucauld, ambassadeur de l'Ordre de Malte auprès des Républiques de Madagascar et de Maurice, et une délégation du personnel de la maternité, le Secrétaire général de la COI a visité l'établissement qui a pratiqué 2800 accouchements en 2016 et devrait en réaliser 3000 cette année. La maternité Sainte Fleur dispose également d'un service de néonatalité doté de huit couveuses et assure également 2000 consultations pédiatriques par an (jusqu'à l'âge de un an) ainsi que la vaccination gratuite des bébés.

Mettant en pratique sa devise, « Offrir ce qu'il y a de mieux aux malades », l'Ordre de Malte assure, dans le cadre d'une concession de service public passée avec l'Etat malgache, l'encadrement d'un personnel soignant de 13 médecins et 33 infirmières et sages-femmes.

Dans le cadre de sa nouvelle « stratégie avancée », l'Ordre de Malte a également passé des accords avec neuf dispensaires autour de la capitale malgache où se rendent quotidiennement des médecins qui sont en mesure d'identifier les cas les plus sérieux et d'assurer leur transfert et leur prise en charge gratuite à Sainte Fleur. De janvier à juillet 2017, pas moins de 71 femmes ont bénéficié de ce service.

L'Ordre de Malte a noué également un partenariat avec le Fonds des Nations unies pour la Population (FNUAP) pour la prise en charge de femmes victimes de fistules obstétricales nécessitant une intervention chirurgicale. A ce titre, une cinquantaine d'opérations sont réalisées par an grâce à la mise à disposition du bloc opératoire de la maternité.

A l'issue de sa visite, le Secrétaire général de la COI, qui a félicité les personnels soignants pour leur engagement, s'est déclaré « impressionné par la qualité des installations et du travail accompli au bénéfice des femmes et du peuple malgache tout entier par l'Ordre de Malte ». Il a souhaité également que « l'exemple exceptionnel de la Maternité Sainte Fleur d'Antananarivo puisse être répliqué dans d'autres pays de la COI ».

Rappelons que l'Ordre de Malte a été admis en qualité d'observateur auprès de la Commission de l'océan Indien lors du 32ème Conseil de la COI en mars 2017.

nooz.fr

http://madagascar.nooz.fr/antananarivo-hamada-madi-sg-de-la-coi-a-visite-la-maternite-sainte-fleur-20634789.shtml

Comores-infos
Toute l'actualité comorienne

http://www.comores-infos.net/cooperation-coi-ordre-de-malte-le-secretaire-general-en-visite-a-la-maternite-sainte-fleur-du-chu-dantananarivo/

28 août 2017

http://www.lexpressmada.com/blog/actualites/foire%e2%80%88internationale%e2%80%88-de%e2%80%88lagriculture/

Foire internationale de l'agriculture

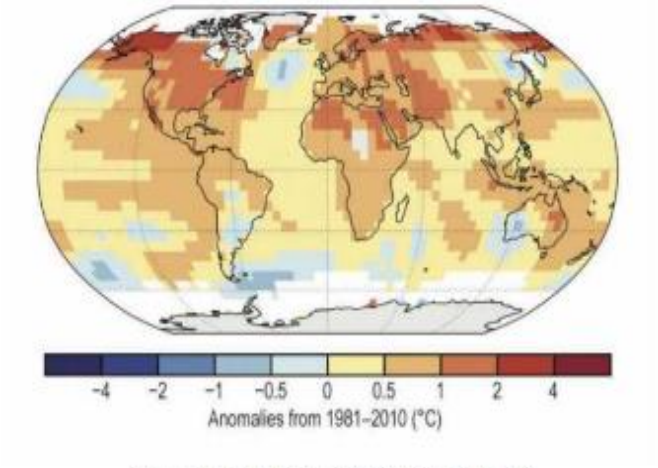
La première Foire Internationale de l'agriculture, agribusiness et agroalimentaire s'ouvrira à Madagascar du 14 au 17 septembre au Forello Expo Tanjombato. Co-organisé par le ministère auprès de la Présidence en charge de l'Agriculture et de l'élevage et l'agence Première Ligne, cet évènement va réunir tous les acteurs de toute la chaîne opératoire de la filière agriculture. Le secteur agricole représente une composante essentielle de l'économie. Il contribue pour près de 30% du Produit Intérieur Brut (PIB) du pays et 43%, si l'on y intègre l'agroalimentaire, et emploie 80% de la population active.

Témoignages

30 août 2017

http://www.temoignages.re/developpement/changement-climatique/chroniques-d-une-catastrophe-planetaire-annoncee,90488

Chroniques d'une catastrophe planétaire annoncée : Le capitalisme est incompatible avec la survie de la planète -1-



Cette carte montre la hausse des températures par rapport à la moyenne de la période 1980-2010.

Dans son édition du lundi 28 août, notre confrère « l'Humanité » publie les conclusions d'un colloque au Parlement européen qui s'est tenu le 27 mars dernier à l'initiative de la Gauche Unitaire Européenne. Elles soulignent l'urgence de changer les modes de production et de consommation à l'échelle du monde pour que les générations futures puissent avoir le droit de vivre dignement.

Alors que les études se succèdent pour démontrer la gravité et l'étendue des atteintes à l'environnement, peut-on faire confiance au capitalisme pour réparer ce qu'il a produit ? Non, répondent des scientifiques, militants environnementaux et eurodéputés réunis à Bruxelles par la Gauche Unitaire Européenne [1]. Ils proposent d'autres alternatives.

Les mauvaises nouvelles sur le réchauffement climatique et la dégradation de l'environnement s'accumulent à un rythme alarmant depuis le début de l'été sous forme d'une avalanche d'études scientifiques qui aboutissent toutes au même diagnostic : si des mesures drastiques ne sont pas prises très vite à l'échelle mondiale, une partie de la planète risque de devenir invivable dans un délai assez bref. Certaines études concluent même qu'il est déjà trop tard pour redresser la barre.

- Dans la revue Nature, le climatologue français Jean Jouzel et un groupe de scientifiques, prévoient que si d'ici 3 ans les émissions de gaz à effet de serre ne sont pas stabilisées, la planète passera dans un autre type climat aux conséquences « catastrophiques » : recrudescence des décès dus à la chaleur (certaines régions de France connaitraient des températures supérieures à 50°), des incendies, accroissement des réfugiés climatiques venant de régions particulièrement touchées comme la Corne de l'Afrique, le Moyen-Orient, le Pakistan ou l'Iran (on compte déjà actuellement 65 millions de réfugiés climatiques sur la planète), baisse des rendements agricoles, etc.

- Un rapport établi par plus de 500 scientifiques dans plus de 60 pays, montre que 2016 aura été l'année de tous les records en matière de températures, d'émissions de gaz à effet de serre, de montée des océans et de terres soumises à la sécheresse.
- Selon le climatologue américain Michael Oppenheimer, avec le retrait des Etats-Unis de l'accord de Paris, les chances de réussir à le mettre en œuvre ne dépassent pas 10 % (d'autres chercheurs parlent de 5 % de chances.)
- Selon une étude réalisée par les chercheurs du Massachusets Institut of Technology (MIT) et de l'Université Loyola Marymount, la chaleur risque de rendre l'Asie du Sud-Est invivable d'ici 2100.
- Une évaluation scientifique effectuée en avril dernier par l'Unesco conclut que si les émissions de gaz à effet de serre ne sont pas réduites très rapidement, les 24 sites coralliens classés au patrimoine mondial auront disparu d'ici à 2100. C'est déjà le cas pour 20 % d'entre eux.
- Début juillet, une étude menée par des chercheurs américains et mexicains [**2**] montre que les espèces de vertébrés reculent de manière massive sur terre, à un rythme inégalé depuis la disparition des dinosaures il y a plus de 60 millions d'années. Les chercheurs parlent de « sixième extinction de masse des animaux » et analysent les conséquences « catastrophiques » de cette « défaunation » aussi bien sur les écosystèmes que sur l'économie et la société en général.
- Selon article de la revue Science Advances, la fonte des glaces du Groenland, région qui se réchauffe deux fois plus vite que le reste de la planète, va s'accélérer dans les prochaines années. Selon l'un des auteurs de cette étude, Bernd Kulessa (Collège des sciences de l'université britannique de Swansea), si les glaces devaient disparaître complètement, le niveau des océans monterait de 7 mètres.

Comme pour le confirmer, il y a quelques jours, un méthanier de 300 mètres battant pavillon du groupe Total, franchit le passage du Nord-Est habituellement obstrué par la banquise, sans l'aide d'un brise-glace. Ce rêve de relier l'Atlantique au Pacifique par le Détroit de Bering que caressaient depuis longtemps les pétroliers, mais aussi des états comme la Russie, est désormais une réalité.

- Pour couronner le tout, un institut de recherche international travaillant sur les données fournies par l'ONU [**3**], nous apprend que depuis la fin du mois de juillet, la planète vit « à crédit », c'est-à-dire que l'humanité a consommé en 7 mois, toutes les ressources que la terre peut produire en une année. Circonstance aggravante : cette date fatidique arrive désormais de plus en plus tôt.

En prime, toujours au chapitre de la consommation, une autre étude nous indique que si tous les habitants du monde voulaient vivre comme un Français, il faudrait trois planètes terre pour assurer leurs besoins.

[**1**] Colloque au Parlement européen, 27 mars 2017, Bruxelles publiées dans les Proceedings of the Natural Academy of Science (PNAS)

[**2**] publié en juillet par l'Agence américaine océanique et atmosphérique (NOAA) et L'American Meteorological Society (AMS)

[**3**] Le Global Foodprint Network, Oakland (Californie)

TRANSFORMATION : Nouveau souffle pour l'Ocean Economy

ARTICLE PARU DANS WEEK-END



Le calendrier de travail proposé par la Banque mondiale prévoit la version officielle du Mauritius Ocean Economy Report à la mi-septembre et une conférence nationale en octobre.

La National Ocean Authority appelée à remplacer l'actuel National Ocean Council dépourvu de mandat officiel et de budget annuel.

La dernière édition du Monetary Policy and Financial Stability Report de la Banque de Maurice se veut rassurante pour le secteur bancaire. « Over the year ended December 2016, the banking sector remained adequately capitalised and supported by a gradual improvement of profitability ratios that was attributable mainly to the performance of domestic-owned banks », affirme la Banque de Maurice. Toutefois, l'évolution de l'endettement, que ce soit du secteur public ou corporate, en passant par les ménages, mérite que l'on s'y attarde. En prévision des débats sur le Finance Bill lors d'une séance de l'Assemblée nationale mercredi prochain, sans Private Notice Question, l'analyse de la Banque centrale met l'accent sur la courbe ascendante épousée par cet indicateur économique, passant de 63,3% du Produit intérieur brut à la fin de mars 2016 à 65,6% à la fin de mars dernier. Le tableau n'est pas trop différent du côté du secteur privé.

Le Mauritius Ocean Economy Report de la Banque mondiale, dont Week-End a révélé les détails en primeur dans son édition du 16 juillet dernier, revient à l'avant-plan. Nouveau souffle à l'Ocean Economy après l'annulation à la dernière minute de la présentation officielle le 20 juillet par Raffaello Cervigni, Lead Environmental Economist de la BM, de ce plan visant à établir une O2 Strategy pour en faire un nouveau pilier économique au cours des 12 prochaines années. Ainsi, après la prise en main de ce dossier stratégique par le ministère des Finances, un nouveau calendrier de travail a été arrêté, avec une conférence nationale en octobre prochain sur les recommandations validées par le gouvernement. L'une des propositions retenues après une série d'échanges entre la mission de la BM et le gouvernement porte sur la mise sur pied d'une National Ocean Authority, remplaçant le National Ocean

Council, qui ne détient ni mandat officiel ni budget annuel pour mener à exécution cette mission d'importance nationale.

Le Mauritius, Ocean Economy Report, soumis au gouvernement en juillet dernier, aura servi de base « as useful analytical platform to be used by the government and other stakeholders to define the next steps towards developing the Ocean Economy, including the preparation of a detailed action plan that can follow the finalization of the report ». Ainsi, les stakeholders avaient eu jusqu'à la mi-août pour soumettre leurs observations à être intégrées au revised document. À partir de là, la mission Cervigni, en consultation avec le ministère des Finances et celui de l'Ocean Economy, s'est donné pour objectif de préparer la version revue et corrigée en vue de sa publication dans le répertoire officiel de la Banque mondiale avec l'approbation du conseil des ministres.

Subséquemment, une nouvelle étape est annoncée, en l'occurrence une conférence nationale sur l'économie bleue en octobre. Une partie de ces délibérations se fera sous forme de working sessions avec les différentes parties intéressées en vue de dégager des plans d'action à court et moyen termes. « The action plan would assist in mobilizing resources, including financial assistance from Development Partners and private sector investment », prévoit le Lead Environmental Economist de la BM. Définissant l'enjeu de l'Ocean Economy, le rapport de la Banque mondiale, en voie de validation, relève que « currently, the ocean economy contributes about 10 percent to GDP, but the contribution is likely to be larger when the full range of direct and indirect interactions with the rest of the economy is properly taken into account. Back in 2013, the Government of Mauritius announced the goal of doubling the GDP share of the Ocean Economy in 12 years, and to create 35 000 jobs in the progress. »

21 conncession sites

La BM dresse également le bilan du National Ocean Council établi en 2015. Au terme de l'adoption du Mauritius Ocean Economy Report, cette instance devra être remplacée par une full-fledged national ocean authority. Le National Ocean Council est présenté comme « a consultative body established administratively and thus with no autonomous legal status, and no political decision making power to carry out various duties. » À ce jour, le National Ocean Council a alloué 21 conncession sites for land-based aquaculture, a aidé à la promotion des activités de pêche sur les bancs, a assuré l'exécution de projets venant du privé et la « promotion of sustainable fishing concept, including through assistance for better monitoring and surveillance of catches. »

Le National Ocean Council a aussi participé à des consultations avec des institutions comme la Mauritius Ports Authority pour des projets comme Virgin Oil en partenarait avec le MSCL, le chantier naval du groupe IBL, l'Aquarium du groupe FAIL, la Port Fishing Developmenty Quay, la Deep Ocean Water Application (DOWA) de SOTRAVIC ou encore

le « tuna derogation and multi-billion export contract » de quelque 4 000 tonnes par an en collaboration avec la Mauritiusn Export Authority (MEXA). À cela, il faut ajouter la restructuration de Mauritius Shipping Corporation Ltd, transformant des pertes de Rs 53 millions par an avant 2013 en des profits de Rs 110 millions pour 2017.

Toutefois, la Banque mondiale tire la sonnette d'alarme en avançant que « the National Ocean Council faces significant challenges, too. The council can boast high-level expertise across the full spectrum of the Ocean Economy areas; its members often play key roles in national debates on policy priorities and economic opportunities. However, while the National Ocean Council (NOC) receives organizational and administrative support from the Ministry of Ocean Economy, it has no dedicated budget, and thus no dedicated technical staff to prepare its deliberations. Perhaps more importantly, it does not have a mandate for making policy decisions, or recommending them formally to Cabinet. »

Quatre nouvelles étapes devront être franchies en vue de doter l'Ocean Economy des muscles légaux de ce pilier économique en devenir. « There are other key pillars of the Ocean governance which have been envisaged in different occasions by the NOC and the Government, but which are not yet in place. These include : develop a unified regulatory framework for the Ocean Economy ; prepare a National Ocean Policy Paper ; prepare a National Oceans Bill/Act and establish a National Ocean Authority », recommande la BM, à moins que d'autres vagues comme celles du 20 juillet ne viennent remettre en question le programme de travail.

Développement : consultations Afrique/Maurice sur l'économie bleue

PAR KAMLESH BHUCKORY 0 COMMENTAIRE



L'Union africaine sonde l'intérêt des partenaires concernés sur la création d'un Centre d'excellence pour l'économie bleue dans la région de l'Océan indien.

À cet effet, une délégation de l'African Minerals Development Centre(AMDC), émanation de l'Union africaine, a effectué une mission de trois jours à Maurice la semaine écoulée, avec le Board of Investment agissant en tant que facilitateur.

En sus de sensibiliser les partenaires sur l'importance de la coopération régionale pour un développement concerté de l'économie bleue, la délégation africaine s'est également penchée sur la possibilité que Maurice abrite ce centre régional pour l'excellence. La concrétisation de ce projet s'inscrit dans le droit fil de la vision gouvernementale consistant à faire de l'économie bleue une industrie-clé du pays. D'ailleurs, la délégation de l'Union africaine a eu un avant-goût de l'importance qu'accorde le pays à ce secteur ayant un fort potentiel de création de richesse et d'emploi. La deuxième partie d'un atelier de travail a été consacrée aux zones prioritaires identifiées par le gouvernement pour le développement de ce secteur. Le BOI fait ressortir que ces zones sont l'exploration et l'exploitation des fonds marins, la pêche, l'aquaculture, la biotechnologie marine et le développement portuaire. L'accent a également été mis sur l'identification des formes de soutien que le centre d'excellence pourrait apporter afin de soutenir la croissance dans ce secteur.

Centres régionaux d'excellence

Rappelons que l'AMDC a pour responsabilité de coordonner la mise à exécution de la vision minière africaine, adoptée par tous les chefs d'État du continent en 2009, fait ressortir le BOI sur son site. Avec le soutien de la Norvège, des Nations unies et de l'International Seabed Authority, l'AMDC compte apporter son soutien pour le renforcement des capacités, l'échange d'information à travers la création de trois centres régionaux d'excellence aux états membres de l'Union africaine regroupés dans plusieurs régions, dont l'Océan indien.

Économie – Un défi de taille pour Madagascar

Des soucis d'ordre environnemental et sécuritaire restent à résorber pour pouvoir tirer pleinement profit des retombées de l'économie bleue.

Fragile. Malgré l'étalage de multiples possibilités économiques issues du développement de l'économie bleue pour la Grande île, plusieurs défis demeurent à relever pour garantir l'effectivité d'une telle vision dans un pays comme Madagascar. À en croire un spécialiste de l'économie bleue auprès de la Commission économique des Nations unies (CEA), « dans le monde entier les ressources en eaux sont très fragilisées. Pour le cas des océans, nous avons affaire à des situations de pollution concernant le plastique qui s'amplifient davantage. Une menace certaine notamment pour le cas de Madagascar », a-t-elle évoqué.

D'autre part, « dans le Sud de la Grande île par exemple, on fait face à une intrusion de sel dans les nappes souterraines. Une situation qui menace fortement la potabilité de l'eau dans cette partie du pays. S'y ajoutent les intempéries comme le cyclone Enawo qui a d'ailleurs inondé et a conduit à la saturation des rivières et fleuves qui se déversent ensuite dans les parcs d'aquaculture », a interpellé notre interlocuteur.

Enjeux

Aussi, « une diminution des stock halieutiques a été enregistrée à l'échelle mondiale dont l'océan Indien », souligne-t-elle. En outre, la pêche illicite non-reportée, et non-règlementée (INN) dans le Sud-Ouest de l'océan Indien, représente un manque à gagner annuel d'un milliard de dollars; et 20% des captures totales de thonidés dans la région finissent dans les filets des pêcheurs illégaux selon la FAO.

Comme pour d'autres îles de l'océan Indien telles que les Seychelles et l'île Maurice, l'économie bleue devrait permettre à Madagascar de libérer son plein potentiel socioéconomique, prenant compte de ses richesses «bleues», stipule une note de cadrage de la CEA. « Avec près de 5 000 km de côtes, d'immenses territoires maritimes, de longs fleuves,…Madagascar possède des potentiels qui devraient être des sources importantes de revenus, dans la mesure où elles sont gérées efficacement et largement sécurisées », a souligné Irène Harivololona, Ingénieur environnementaliste.

Mais encore, « Jusqu'ici nous n'avons pu évaluer qu'à hauteur de 10% les ressources marines du pays et déjà nous avons observé un important volume de ressources halieutiques », a fait savoir Leonide Randrianarisoa, secrétaire d'État chargé de la mer auprès du ministère de la Pêche. « Aussi, des mesures ont été prises dans le renforcement de la sécurité maritime », a-t-elle poursuivi.

Soa-Mihanta Andriamanantena

Économie bleue et vision minière : Plusieurs défis identifiés

Redaction Midi Madagasikara

La mise en place d'une Vision Minière Africaine (VMA) ainsi que d'une politique nationale sur l'économie bleue. Tel a été l'objet de la discussion entre toutes les parties prenantes lors d'un atelier d'échanges sur le profil pays co-organisé par le ministère auprès de la Présidence en charge des Mines et du Pétrole et de la Commission Economique des Nations unies pour l'Afrique (CEA), trois jours durant, à l'hôtel Panorama. « Madagascar est un pays pilote en Afrique en matière de mise en œuvre de cette VMA au niveau national combinée avec une stratégie sur l'économie bleue. Une ébauche de feuille de route a été ainsi élaborée menant vers les réformes nécessaires à un secteur extractif pourvoyeur de ressources, géré harmonieusement dans un respect de l'environnement et garantissant à la population et aux générations futures des retombées conséquentes. Pour ce faire, plusieurs défis ont été identifiés », a expliqué le ministre auprès de la Présidence en charge des Mines et du Pétrole, Zafilahy Ying Vah lors de la clôture de cet atelier hier.

Comité de suivi. Il s'agit entre autres de la détermination des secteurs prioritaires, de l'identification d'une stratégie de surveillance et de protection des routes maritimes et de la zone de pêche. En outre, la préservation de l'environnement, les impacts du changement climatique, les retombées économiques positives de l'exploitation des ressources minérales non renouvelables pour la population et la stratégie, et le cadre juridique sur l'économie bleue, ont été discutés. « Un comité de suivi est ainsi créé pour ce faire », a rajouté le ministre Zafilahy Ying Vah. En revenant sur l'économie bleue, ce concept embrasse un éventail d'activités, directes ou dérivées, qui vont de la pêche à l'exploitation minière sous-marine en passant par l'aquaculture, les transports, la construction navale, l'énergie et la bio-prospection. « L'objectif de sa mise en relation avec la Vision Minière Africaine au niveau national est d'utiliser le secteur minier pour promouvoir le développement socioéconomique du pays en créant des liens entre ce secteur et les autres activités économiques tout en construisant une base de données solides et fiables sur les potentialités minières à Madagascar », a expliqué le représentant de la Commission Economique des Nations Unies pour l'Afrique.

Attirer des investisseurs. À titre d'illustration, « il y a maintenant des véhicules fonctionnant avec de l'énergie solaire grâce à l'évolution du High-Tech servant à exploiter des ressources minérales sous-marines dit lithium. L'exploration de pétrole offshore est aussi en perspective. Mais tout cela nécessite un investissement lourd et à haut risque. Des phases de recherche s'étalant sur plusieurs années s'impose avant de les exploiter. Les gens ont souvent tendance à confondre les phases d'exploration et d'exploitation. L'application de cette vision minière africaine au niveau nationale ainsi que de la stratégie sur l'économie bleue permettra d'attirer des investisseurs à se lancer dans le secteur extractif dans le but de contribuer au développement durable et inclusif de Madagascar », a conclu le ministre de tutelle.

Navalona R.

La Gazette de la Grande Ile

30 août 2017

http://www.lagazette-dgi.com/index.php?option=com_content&view=article&id=60994:developpement-les-energies-renouvelables-a-exploiter&catid=42&Itemid=109

Développement : Les énergies renouvelables à exploiter

Madagascar dispose 2.800 heures d'ensoleillement par an, 7.800 mégawatts réalisables en hydroélectricité et 200 mégawatts de production en énergie éolienne. Pour pallier son handicap énergétique, il est incontournable pour le pays d'exploiter les énergies renouvelables existants. Madagascar n'a rien à envier aux autres pays qui exploitent au maximum l'énergie propre, notamment en termes de capacité. Cette option est tout à fait réalisable, vu les potentiels dont la Grande Ile regorge. Selon la lettre de politique de l'énergie de Madagascar 2015-2030, l'énergie thermique ne sera utilisée qu'à titre de complément et en appui aux énergies renouvelables, d'ici 2030. Cette politique énergétique 2015-2030 compte fournir un accès durable à 70% des ménages usant des combustibles appropriés. Cependant, pour atteindre cet objectif, il faudrait investir sur l'installation de 203.000 raccordements chaque année. Selon toujours ce rapport, dans treize ans, « 85% de la production énergétique proviendront des énergies renouvelables dont 75% des sites hydroélectriques, 5% de l'énergie solaire et 5% de l'énergie éolienne… ». Environ 6% des ménages ruraux malgaches (80% de la population) ont accès à l'électricité. Bref, un effort en termes d'exploitation des énergies renouvelables (hydroélectrique…) a été constaté au cours de ces dernières années ainsi que l'envol des projets en électrification rurale, toutefois c'est encore insuffisant. L'objectif est de réduire jusqu'à 80% l'utilisation de fuel dans la production d'énergie dans la région. Ces cinq centrales hydroélectriques produiront à terme 13,3 mégawatts.

Malalanirina

LeDEFIMEDIAGROUP

30 août 2017

http://defimedia.info/protection-de-lenvironnement-rs-18-milliard-pour-booster-la-biodiversite

Protection de l'environnement : Rs 1,8 milliard pour booster la biodiversité

PAR RONNIE ANTOINE 0 COMMENTAIRE



L'État mauricien devra décaisser Rs 1,8 milliard d'ici 2025 pour donner un coup de pouce à la biodiversité.

C'est ce qui ressort du National Biodiversity Strategy and Action Plan 2017-2025, qui trace la route à suivre pour ralentir la dégradation de la biodiversité locale et la rendre plus résiliente face au changement climatique. L'État mauricien pourra toutefois compter sur le soutien financier des bailleurs de fonds de l'Organisation des Nations unies pour trouver les 40,3 millions de dollars (Rs 1,3 milliard) requis pour ce plan pour Maurice et 14,75 dollars (Rs 485,3 millions) pour Rodrigues.

La restauration des forêts endémiques est de loin l'item le plus coûteux de ce plan. Pour Maurice, il nécessitera un investissement de Rs 197,4 millions (6 millions dollars) pour remettre environ 2 000 hectares en état. Cette somme doit à la fois servir à la restauration et à la gestion de ces forêts. À cela, il faut ajouter le budget alloué à Rodrigues sous le même item : Rs 41 millions (1,25 million dollars) pour réhabiliter quelque 500 hectares.

Le deuxième item le plus budgétivore est l'intégration des zones sensibles en régions marine et côtière dans les plans de développement du secteur touristique. Le but est de prendre en considération ces zones sensibles du point de vue environnemental dans le développement futur. Pas moins de 27 000 hectares sont concernés et le coût estimé est de Rs 131,6 millions (4 millions dollars). Pour Rodrigues, il y a 27 000 hectares à revaloriser au coût de Rs 26,32 millions (800 000 dollars).

Le troisième item considérable sur cette liste concerne le combat contre les espèces exotiques invasives. Il s'agira d'éradiquer les espèces exotiques invasives quand c'est possible, surtout pour les espèces qui sont encore peu présentes. Le coût de l'opération : Rs 131,6 millions (4 millions dollars). Le même item pour Rodrigues coûtera Rs 15,9 millions (482 500 dollars).

Le contrôle sur l'importation de ces espèces est aussi un item important qui coûtera Rs 65,8 millions (2 millions dollars) pour Maurice et Rs 24,7 millions pour Rodrigues (750 000 dollars). La gestion des zones protégées est un autre aspect important de ce plan 2017-2025. Il faut d'abord s'assurer de la mise en place d'un cadre légal, permettant une meilleure gestion des zones environnementales sensibles et la gestion de 1 500 hectares de zones protégées.

Ces deux items coûteront Rs 98,7 millions (3 millions dollars). Pour Rodrigues, il s'agit de gérer 200 hectares pour l'intégrité écologique, ce qui devrait nécessiter des investissements de Rs 14,8 millions (450 000 dollars). Le plus gros item spécifique à Rodrigues concerne le développement d'un plan pour encourager la conservation de l'eau et de la terre, et l'élevage organique. Un plan dans lequel le gouvernement investira Rs 51,8 millions (1,6 million dollars). Suit de près la création d'une Marine Protected Area Management Authority au coût de Rs 44,4 millions (1,4 millions dollars).

LEMAURICIEN.COM
INDÉPENDANT D'INFORMATION ET D'OPINION

29 août 2017

http://www.lemauricien.com/article/seafood-industry-l-industrie-du-thon-la-zone-rouge

SEAFOOD INDUSTRY : L'industrie du thon dans la zone rouge

ARTICLE PARU DANS LE MAURICIEN



Les autorités mauriciennes multiplient leurs efforts pour obtenir une dérogation européenne afin de s'approvisionner en dehors de l'océan Indien.

L'industrie du thon, principal pilier du Seafood Hub mauricien, se trouve dans une zone rouge. Elle est sérieusement menacée par une pénurie de poissons due au fait que les navires européens et seychellois ne pourront approvisionner Maurice adéquatement à partir d'octobre prochain en raison d'une résolution adoptée par la Commission thonière de l'océan Indien (CTOI). Les autorités mauriciennes, en particulier le ministère des Affaires étrangères, multiplient actuellement leurs efforts auprès de la Commission européenne afin d'obtenir une dérogation pour s'approvisionner en dehors de la zone de l'océan Indien.

La résolution de la CTOI était qu'à compter du 1er janvier dernier, les États membres dont la capture de thon jaune est supérieure à 5 000 tonnes devront réduire leur capture de 15% par rapport au niveau de capture enregistré en 2014. Il se trouve qu'en juillet, les navires de pêche espagnols ont capturé 75% de leur quota total dans la région de l'océan Indien et arrêteront leurs activités en octobre, alors que les navires battant le pavillon seychellois cesseront leurs opérations vers septembre prochain. Ainsi, les conserveries mauriciennes connaîtront une grave pénurie de poissons. La principale conserverie mauricienne, Prince Tuna, traite environ 110 000 tonnes de poissons par an. Ses principaux fournisseurs de matières premières sont les navires européens et seychellois. Faute de matière première à partir de fin septembre, il est possible que la conserverie Prince Tuna soit forcée de ralentir rapidement sa production. La possibilité qu'elle cesse ses activités à la fin de l'année est grande, avec les conséquences que cela représente pour l'économie mauricienne. Les emplois dans le secteur de Seafood Hub, estimés à 8 000, sont directement menacés. De plus, avec

des revenus estimés à Rs 9 milliards par an, les conserveries mauriciennes représentent 20% des exportations mauriciennes.

Maurice a déjà fait une demande de dérogation en vue de l'utilisation de 8 000 tonnes de poissons provenant de zones en dehors de l'océan Indien. La demande a été rejetée par la Commission européenne. Les raisons avancées par l'UE sont que Maurice a déjà exporté du thon frais et congelé, qui aurait pu être utilisé comme matières premières dans sa conserverie. Elle estime que la réaffectation par Madagascar ne justifie pas la nécessité d'accorder une dérogation supplémentaire à Maurice. Le ministère des Affaires étrangères a renouvelé sa demande, qui ne sera pas approuvée avant trois mois. « Nous avons besoin d'une réponse dans les premières semaines de septembre car l'expédition des cargaisons de poissons à Maurice prendrait au moins un mois », constate Lilowtee Rajmun, directrice de la MEXA.

« Nous souhaitons faire un appel spécial de 4 000 tonnes sous la dérogation normale pour une période spécifique, soit de septembre à décembre prochains. La dérogation sera une demande unique pour combler la pénurie aiguë de l'approvisionnement en matières premières de l'industrie. Par la suite, à partir de janvier 2018, nous commencerons à acheter auprès de nos fournisseurs habituels, des navires de l'UE et des Seychelles », poursuit Lilowtee Rajmun.

La MEXA propose également l'envoi « urgent » d'une mission à Bruxelles. Cette mission de "lobbying" devrait être composée de représentants du gouvernement et du secteur privé. L'objectif de la mission sera d'organiser une série de réunions avec les autorités et les organisations de l'UE afin d'expliquer les raisons et l'urgence du besoin de dérogation normale spéciale de 4 000 tonnes pour une période spécifique, soit de septembre à décembre 2017.

Al-watwan

30 août 2017

https://alwatwan.net/societe/sécurité-en-mer-les-pêcheurs-comoriens-équipés-par-la-banque-mondiale.html

Sécurité en mer : Les pêcheurs comoriens équipés par la Banque mondiale



Abdallah Said Ali



Le premier lot d'équipements pour la sécurité en mer, destinés aux communautés des pêcheurs des Comores, a été remis aux pêcheurs de Ngazidja, lundi dernier dans l'enceinte de la direction nationale de la pêche. La cérémonie de remise et de réception a été conduite par le vice-président chargé du ministère de la Pêche, Moustadroine Abdou.

Ces équipements d'un montant total de 21 millions de francs comoriens, déboursé par la Banque mondiale, sont constitués de 70 global positioning system (Gps), 140 gilets de sauvetages, 140 cirés, 140 paires de gants, 225 feux à main, 75 fumigènes, 150 fusées à parachute et 70 miroirs. Des outils qui vont améliorer les conditions de travail des pêcheurs au quotidien et favoriser la culture de la sécurité en mer.

À cette occasion, le vice-président a souligné que ces matériels vont répondre aux impératifs règlementaires et, qu'en tenant compte des difficultés économiques du secteur, le gouvernement comorien a fait du secteur de la pêche une priorité nationale dans le processus d'un pays émergent à l'horizon 2030.

Moustadroine Abdou a précisé que ces matériels de sécurité en mer sont d'une grande utilité car le secteur de la pêche «contribue à hauteur de 8% du produit intérieur brut (Pib) et pourvoit 32.000 emplois directs et indirects».

Le Représentant résident de la Banque mondiale aux Comores, Rasit Pertew, a soutenu que ces équipements, destinés aux pêcheurs comoriens, sont parmi les résultats du projet CoreecSud qui a pris fin le 31 avril dernier.

Ce projet est remplacé par un autre dénommé Swiofish, premier projet de gouvernance des pêches et de croissances partagées dans le Sud-ouest de l'océan Indien, a indiqué le Représentant résident. Quant au commissaire en charge de l'Agriculture et de la Pêche de Ngazidja, Amada Ivessi Ali, il a déclaré que «nos pécheurs doivent prendre leurs responsabilités car pour que les Comores soient pays émergent, il faut la contribution de chacun de nous, de toutes les catégories».

LEMAURICIEN.COM
INDÉPENDANT D'INFORMATION ET D'OPINION

26 août 2017

http://www.lemauricien.com/article/industrie-touristique-les-revenus-premier-semestre-estimes-rs-293-mds

INDUSTRIE TOURISTIQUE : Les revenus pour le premier semestre estimés à Rs 29,3 Mds



Les arrivées ont enregistré une hausse de 6,7%

Les revenus touristiques pour le premier semestre de cette année se sont élevés à Rs 29,3 milliards, selon les derniers chiffres publiés par le bureau central des statistiques. La banque de Maurice prévoit que les revenus touristiques pour l'année 2017 pourraient atteindre Rs 58,8 milliards, soit un montant supérieur aux prévisions de Rs 58 milliards faites précédemment. La nouvelle estimation représente une hausse de 5,2% par rapport à 2016, lorsque les revenus s'étaient élevés à Rs 55,9 milliards.
Concernant le trafic de passagers, le nombre total d'arrivées s'est élevé à 833 079 durant le 1er semestre 2017, représentant une hausse de 6,6% par rapport à l'année dernière. De ce chiffre, 625 859 étaient des touristes, soit une croissance de 6,7% par rapport à la même période en 2016. Les excursionnistes, c'est-à-dire ceux passant seulement une journée à Maurice, ont accusé une baisse de 20,8%, passant de 19 677 l'année dernière à 15 592 cette année. Treize navires de croisières ont transporté 22 204 passagers, incluant 9 813 touristes, 4 948 excursionnistes, 283 Mauriciens et 7 160 membres d'équipage.

Le nombre de départs s'est élevé à 872 986, soit une hausse de 6,9%. À noter que le nombre de départs enregistré parmi les résidents mauriciens a enregistré une hausse de 11,2% pour atteindre 128 910. Les pays le plus fréquentés en tant que destination finale ou en transit sont les Émirats Arabes Unis (Dubayy), La Réunion, la France, l'Afrique du Sud, l'Inde et le Royaume-Uni.

En ce qu'il s'agit des arrivées touristiques, la France reste le principal marché mauricien. Ainsi, 129 651 touristes français nous ont visités durant le 1er trimestre, soit une légère baisse (-1,2%) par rapport à l'année dernière. Le nombre de touristes réunionnais, lui, était de 72 993 (+8,1%). Le pays a également accueilli 61 160 touristes britanniques (+6,8%), 53 211 Allemands (+13,6%) et 46 626 Sud-Africains (+2,9%). Les marchés

émergents sont l'Inde, avec 47 508 touristes (+7,8%), et la Chine avec 39 101 touristes (-1,3%).

Fin juin, Maurice comptait 106 établissements hôteliers, dont 98 étaient en opération et huit en rénovation. Les hôtels opérationnels comptaient 12 308 chambres, soit un total de 26 850 places. Le taux d'occupation des hôtels était estimé à 74%, contre 70% l'année dernière. Le taux d'occupation des lits était de 66%. En général, la durée moyenne du séjour dans l'île est de 10,4 nuits.

L'industrie touristique a employé quelque 30 556 personnes en 2016, soit une augmentation de 3,8% par rapport à mars 2015. Il est estimé que les touristes ont dépensé en moyenne autour de Rs 46 846 durant leur séjour à Maurice. Les revenus touristiques sont estimés à Rs 29,3 milliards, contre Rs 27,1 milliards durant le premier semestre 2016. Les prévisions pour cette année sont très positives, le nombre de touristes devant atteindre 1 360 000, contre 1 350 000 en 2016, soit une hausse de 6,6% par rapport à l'année dernière.